****

**TERMES DE REFERENCES POUR LE RECRUTEMENT D’UN FIRME CHARGEE DE REALISER UNE ETUDE DANS LES DOMAINES PORTEURS EN MATIERE D’ACTIVITES ECONOMIQUES**

1. **CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L’ETUDE**

La sous-région du Sahel en Afrique est caractérisée par une incidence élevée de pauvreté, d'insécurité alimentaire ainsi que par de multiples contraintes qui ont un impact négatif sur sa sécurité et son développement. La région est confrontée à divers facteurs de fragilité et d'instabilité, allant des conflits, aux sécheresses et inondations récurrentes en passant par la vulnérabilité aux crises mondiales (par exemple, la crise financière, la crise des prix des denrées). Environ la moitié de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour, avec plus de 11 millions de personnes exposées au risque de famine et 5 millions d'enfants de moins de cinq à la malnutrition aiguë. La sous-région est très mal classée sur l'indice de développement humain du PNUD.

Sur le plan économique, les pays africains ont enregistré une croissance de 5-8 pour cent en moyenne au cours des dernières années. Mais cela, le PIB par habitant est toujours aussi bas. La croissance économique n'a pas non plus donné lieu à une plus grande égalité entre les sexes notamment en termes de mortalité chez les femmes et d'accès aux opportunités économiques.

La lente transition démographique constitue un facteur sous-jacent clé pour les pays du Sahel n'ayant pas réussi à traduire leur forte croissance du PIB en une plus grande prospérité et en un meilleur bien-être de leur population.

Le projet SWEDD est donc une réponse concertée des chefs des six pays du Sahel à savoir le Burkina Faso, la Côte d’Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad et de la Banque Mondiale Banque mondiale pour la mise en œuvre de la feuille de route de l’Union africaine sur le dividende démographique qui vise l’intensification des investissements en faveur de la de la femme et de la jeunesse en tant que levier principal de résilience pour aborder les causes profondes des inégalités, de l'instabilité, et de la vulnérabilité de la sous-région.

Lancé en 2015 pour une durée de quatre ans, la première phase du projet SWEDD a été clôturée en Décembre 2020. Le succès retentissant et les résultats significatifs engrangés lors de cette phase a milité en faveur de la deuxième phase avec l’entrée d’autres pays africains dans l’initiative SWEDD faisant ainsi passer le nombre de pays membres à neuf, à savoir le Burkina Faso, la Côte d’Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad, le Benin, le Cameroun et le Guinée.

Pour le Tchad, la deuxième phase a été officiellement lancée le 07 novembre 2020 à Pala, dans la province du Mayo-Kebbi Ouest par le Président de la République. Pour une durée de quatre ans(2020-2024), la zone d’intervention du projet passe de quatre à douze provinces à savoir le Lac, le HadjerLamis, le Kanem, le Salamat, le Batha, Wadi Fira, le Sud Borkou, l’Enneddi Est, le Mayo Kébbi Est, le Mayo Kébbi Ouest, la Tandjilé et le Chari Baguirmi.Cette extension sera l’opportunité indiquée de répliquer les bonnes pratiques issues de la première phase à d’autres provinces mais également de renforcer les acquis dans la zone pilote et ainsi améliorer les conditions de vie des millions d’adolescentes, de jeunes filles et de femmes tchadiennes.

**II. Objectifs et composantes du projet**

Le projet vise globalement à accélérer la transition démographique (par exemple, la réduction du taux de fécondité et de la mortalité infantile) et à réaliser ainsi les objectifs plus larges qui consistent à déclencher le dividende démographique, par exemple les avantages économiques et la réduction des inégalités entre les sexes dans la région du Sahel.

Le projet SWEDD est exécuté à travers trois composantes :

* **Composante 1** : Générer la demande pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle en favorisant les changements sociaux et comportementaux et l'autonomisation des femmes et des filles ;
* **Composante 2:** Renforcer les capacités régionales pour la mise à disposition des produits de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN) et de personnel qualifié ;
* **Composante 3** : Favoriser l’engagement politique et renforcer la capacité d’élaboration des politiques liées au dividende démographique et la mise en œuvre du Projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet SWEDD phase II, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a bénéficié d’une allocation financière dédiée à l’insertion des jeunes filles, à travers la sous-composante *« Insertion Socio-professionnelle des Jeunes Filles et Femmes ».*

La question de l’insertion socio-économique et de l’emploi des jeunes, et particulièrement des jeunes filles, reste au cœur des préoccupations du Gouvernement, mettant en évidence l’importance de la participation de cette couche comme facteurs essentiels de progrès.

Aussi, importe-t-il de relever que les jeunes de par leur poids démographique et leur dynamisme, constituent un atout de taille dans la capture du dividende démographique.

Cependant, l’analyse de la situation montre que les jeunes sont confrontés à diverses difficultés liées à l’accès à l’éducation, à la formation professionnelle et aux métiers pratiques porteurs.

Le Sous Projet Insertion Socio-économique des Jeunes filles et femmes est initié pour contribuer au renforcement de la pleine participation des jeunes filles à l’émergence du pays, en favorisant leur capacité à accéder aux connaissances et compétences dans de métiers porteurs et à créer leurs propres emplois pour accéder à leur autonomisation.

Le Projet SWEDD dont l’une des missions est de promouvoir l’autonomisation économique des jeunes filles et femmes, entend à travers le sous-projet porté par le Ministère de la jeunesse,réaliser une étude sur les créneaux porteurs. On entend par domaines porteurs, les branches d’activités économiques de biens ou services qui possèdent un potentiel de croissance en termes de valeur ajoutée, et pouvant donner lieu à la création d’entreprises rentables, génératrices d’emplois et de revenus.

Les objectifs poursuivis par cette étude sont les suivants :

1. **Objectif général**

L’objectif général de l’étude est de donner des éléments d’orientation en matière de promotion de l’emploi pour la création de micros, petites et moyennesentreprises dans les zones d’intervention du projet.

1. **Objectifs spécifiques**

De façon plus spécifique, il s’agira de :

* Identifier les secteurs, les opportunités, les métiers porteurs susceptibles d’être investis, d’être rentables ou d’attirer les investisseurs, les opérateurs du secteur informel ou les jeunes initiateurs d’auto emploi dans les zones du projet ;
* Procéder à une analyse des différents secteurs économiques (primaire, secondaire, tertiaire) en vue de dégager les contraintes et les opportunités de chaque secteur ;
* Répertorier les branches d’activités économiques susceptibles d’être investies dans le cadre de l’auto emploi et présentant des valeurs ajoutées élevées et proposer leurs fiches de projet.
* Faire des recommandations susceptibles d’aider les jeunes dans la création de l’auto emploi.

1. **RESULTATS ATTENDUS**

* Les secteurs, les opportunités, les métiers porteurs susceptibles d’être investis, d’être rentables ou d’attirer les investisseurs, les opérateurs du secteur informel ou les jeunes initiateurs d’auto emploi sont identifiés ;
* L’analyse des différents secteurs économiques (primaire, secondaire, tertiaire) est faite et les contraintes et les opportunités de chaque secteur dégagées.
* Les différentes branches d’activités économiques susceptibles d’être investies dans le cadre de l’auto emploi et présentant des valeurs ajoutées élevées avec des fiches de projets proposés
* Des recommandations susceptibles d’aider dans la création de l’auto emploi sont faites.

1. **METHODOLOGIE**

Le consultant chargé de l’étude proposera sa propre méthode et technique pour répondre à l’objectif de l’étude.

Il travaillera sous la responsabilité des deux points focaux du Ministère de la Jeunesse et du Sport et de l’UGP.

Au démarrage de la mission, le consultant doit présenter à ces deux entités (ci-dessus citées), la méthodologie de l’étude y compris celle de la conduite de la mission de terrain (zones à visiter) et l’étude pour validation ainsi qu’un calendrier général pouvant être révisé selon les besoins et conditions du contrat.

Une restitution des résultats sera faite aux acteurs impliqués pour la validation. Le consultant conduira la préparation technique de l’atelier de restitution.

La préparation de l’étude devra intégrer des entretiens avec toutes les parties prenantes afin d’assurer la prise en compte de tous leurs besoins d’information par l’étude de référence sur le secteur de la formation.

1. **LIEU ET DUREE DE L’ETUDE**

L’étude concernera les 12 provinces de la zone du projet.

La durée proposée pour la consultation est de 45 jours. Elle inclue le temps des déplacements dans la zone d’intervention du projet ainsi que les activités de préparation et d’analyse de la documentation, de la préparation des enquêtes terrains, des interviews et la collecte des informations, analyse des données et de la rédaction du rapport.

1. **Livrables**

* Le rapport Final avec intégration des toutes les observations incluant toutes les observations sous format word et PDF sur clef USB ;
* Le rapport final en version dure, en cinq exemplaires ;

1. **Profil du Bureau d’études ou du Cabinet**

* Le Bureau d’études ou le Cabinet doit avoir moins une expérience au Tchad ;
* Le Bureau d’études ou le Cabinet doit avoir réalisé cinq (5) missions (similaires) dans les domaines des enquêtes et des études socio-économiques au Tchad durant les cinq dernières années ;
* Le Bureau d’études ou le Cabinet a une bonne connaissance des procédures de la Banque Mondiale
* Une bonne connaissance du Tchad et des différents secteurs de l’économie tchadienne
* Excellent niveau de français écrit et parlé ;
* Le Bureau d’études ou le Cabinet d’étude dispose des compétences avérées dans le domaine de l’étude ;

1. **Qualifications du personnel clé**

Le consultant/Cabinet chargé de mener l’étude doit avoir hormis le personnel d’appui une équipe composée des qualifications suivantes :

* **Le chef de Mission : doit avoir un niveau d’étude Bac+5**  en tant qu’Economiste, Sociologue, Démographe, Statisticien ou domaines connexes avec dix ans d’expériences dans le domaine des études, analyse économique ;
* Il doit justifier d’une bonne connaissance dans le secteur de l’économie tchadienne et d’une expérience dans la conception des fiches de projets ;
* Il doit avoir une bonne connaissance d’au moins cinq des provinces de la zone d’intervention et doit disposer d’une bonne capacité de travailler en milieu rural et en équipe ;
* Il doit avoir un bon niveau du français parlé et écrit et une bonne capacité rédactionnelle.
* **Un Assistant Consultant principal** : économiste, sociologue, démographe, ayant un niveau BAC+4 avec au moins cinq années d’expérience dans le domaine des études et enquêtes réalisées au Tchad ou dans un pays du sahel. Il doit avoir une bonne connaissance d’au moins deux des provinces d’intervention du projet et doit disposer d’une bonne capacité de travailler en milieu rural et en équipe, et justifie d’un bon niveau de français parlé et écrit et une bonne capacité rédactionnelle.

**Le Point Focal**

**KHADIDJA ABDERAMANE KOKO**